Alter

TEXTE D'ORIENTATION

1er congrès

Toulouse 9-10-11 novembre 1991

1. L'ordre du monde

Une période nouvelle

Les bouleversements en Europe de l'Est et la guerre du Golfe ont marqué la fin des rapports mondiaux issus de Yalta. La page de la Guerre froide est définitivement tournée.

Les bouleversements à l'Est, toujours en cours, s'insèrent dans l'instabilité mondiale ambiante, renforçant celle-ci : il est impossible d'évaluer toutes les conséquences de la dislocation du défunt bloc «communiste» et de l'URSS elle-même sur le court comme le moyen terme. Cette nouvelle période est caractérisée par des mouvements de redisposition générale et des tendances lourdes à la régression sociale. Elle s'ouvre sur un paysage économique mondial marqué par la crise permanente qui dure depuis plus de quinze ans, et dont les traits les plus marquants sont la mise en place d'une société *à plusieurs vitesses* tendant toujours plus à l'atomisation (collective et individuelle) et à l'exclusion dans les pays développés et l'explosion de la misère dans les pays dominés, accompagnées d'une offensive libérale : nouvelle division internationale du travail (cassant durablement le lien production nationale/marché national) et renforcement de la domination impérialiste sur le tiers-monde; diktat des politiques d'austérité du FMI et tentative d'instaurer le G7 comme «directoire» mondial. Cette période est hautement instable politiquement et socialement, et la «victoire» du libéralisme toute relative. L'économie mondiale reste très fragile -la «troisième révolution industrielle» semble totalement incapable de s'attaquer au problème du chômage et du sous-emploi-, les «embellies» de relance de la croisssance très limitées dans l'espace et le temps. Le krach de 1987 illustre bien cette fragilité.

La fin de Yalta signifie la fin d'un affrontement dont les apparences étaient bipolaires, même s'il recouvrait aussi une réalité Nord-Sud. L'écroulement de l'impérialisme soviétique a pour conséquence d'asseoir une domination impérialiste mondiale monopolaire : celle des Etats-Unis. Mais, du fait même de l'éclatement du bloc pro-soviétique et

du processus de restructuration de l'URSS, les tensions ne sont plus contenues par l'ancien affrontement Est-Ouest. Elles sont multipolaires, sur un axe Nord-Sud *et* à l'échelle interne du continent européen.

Plus que jamais, le clivage Nord-Sud et l'Europe centrale (y compris comme point de jonction entre l'Europe et l'Orient) mettent en évidence les rapports de domination impérialiste :

* Il ne s'agit pas d'un choc de «blocs» mais de la menace que fait peser en permanence l'impérialisme occidental sur chacun des pays du tiers-monde et dépendants économiquement (ex-pays «communistes»), et en retour de la menace que font peser ces pays très instables sur l'ordre impérialiste;

* cette menace peut aller jusqu'à l'expédition militaire d'écrasement, d'intervention typiquement coloniale, comme ce fut le cas pour la guerre du Golfe;

* mais elle s'exerce en premier lieu de façon plus subtile, par la domination économique;

* cette tension se cristallise *à l'intérieur même* des métropoles capitalistes, par une politique anti-immigration (chasse aux «clandestins», restriction du droit d'asile) qui accompagne et renforce le racisme. Elle développe l'attitude de «forteresse assiégée» (contrôle des flux migratoires, renforcement et coopération des polices);

* l'impérialisme occidental, privé de son ennemi/partenaire soviétique devient l'unique gendarme du monde, économiquement et politiquement. Il est constitué de l'alliance conflictuelle USA/Europe/Japon, dans laquelle l'Amérique est hégémonique. Il expérimente, sous la direction de celle-ci, une phase nouvelle de la domination néo-coloniale, ponctuée de pressions diplomatiques, d'interventions directes militaires au nom du «droit» (Golfe), de la lutte «contre la drogue et pour la démocratie» (Panama) et peut-être demain au nom du droit d'ingérence «humanitaire», prenant prétexte de sanglants affrontements inter-ethniques (au Sud comme en Europe centrale) ou de l'extension catastrophique du sida en Afrique. La doctrine de l'Alliance atlantique se réoriente stratégiquement vers le Sud et garde un oeil attentif sur l'ordre interne européen et le devenir de l'URSS par le biais de la CSCE.

C'est dire si l'utilisation de la notion de «droit international», leitmotiv de la guerre du Golfe, a toute son importance pour la compréhension de ce redéploiement impérialiste: elle justifie à l'avance toutes les «opérations de police». Le conflit contre l'Irak (dont le régime de Saddam Hussein est incontestablement dictatorial et sanguinaire) a ainsi marqué une nouvelle étape, constitué un avertissement pour tous les peuples.

Recouvrant des réalités géographiques, politiques et économiques et culturelles très diverses, la notion de «tiers-monde» a été fortement remise en question par une idéologie dominante soucieuse de se libérer du poids de l'histoire coloniale.

Il n'y a certes pas que des pays pauvres dans le tiers-monde (pétromonarchies, Sud-Est asiatique) et la phase de décolonisation, des Fronts de libération nationale est déjà loin. Pourtant la plupart de ces pays ont une «unité» objective :

* l'héritage colonial de la division du travail, du découpage des frontières perdure largement;

* les bourgeoisies d'Etat, les appareils étatiques hypertrophiés qui les caractérisent le plus souvent sont de plus en plus impuissants quant à la mise en place d'une quelconque souveraineté nationale sur le plan économique, les monnaies nationales n'ayant pas de convertibilité au niveau international sont obligées de s'aligner sur le dollar (comme en Amérique du Sud) ou le franc (comme en Afrique);

* la concentration de très fortes inégalités sociales, avec des bourgeoisies locales s'appropriant d'énormes parts du revenu national (50% au Brésil), une population urbaine généralement sous-employée, enfin une population agricole importante;

* ces pays sont dominés, même quand leur économie est développée, elle reste dépendante et «artificielle», d'autant plus qu'elle n'occupe que des marchés «créneaux» (Sud-Est asiatique), et toujours soumise aux technologies des puissances impérialistes (rapport Corée/Japon). Dans la confrontation du marché mondial, ils sont essentiellement dépendants;

* cette dépendance est le produit de causes externes (héritages du colonialisme, «retard» immense par rapport aux puissances impérialistes) et de causes internes : les rapports de production capitalistes n'ont pas totalement pénétré ces sociétés où l'agriculture notamment reste souvent traditionnelle.

Ce «sous-développement» chronique pose problème au capitalisme : autant il lui fournit une main d'oeuvre inépuisable, permet le pillage et la surexploitation, autant il est somme toute peu «rentable» et surtout facteur d'instabilités sociales. Ce qui explique le repli des métropoles impérialistes sur elles-mêmes en terme d'aide au développement. La contradiction est flagrante : par définition, l'impérialisme ne peut vivre sur lui-même, c'est pourquoi il cherche de nouvelles formes encore hésitantes pour perpétuer sa domination, articulant l'intervention militaire et le diktat économique avec la tendance à l'abandon pur et simple quant aux modalités de «l'échange» Nord-Sud.

Mais parce qu'une telle situation ne peut s'éterniser, tôt ou tard les bourgeoisies impérialistes, via le FMI, le G7, les multinationales ou par des procédés plus «directs», devront remettre de l'ordre, sous peine de voir le marché capitaliste mondial subir les conséquences multiples d'une gigantesque friche industrielle. Sous des formes sans doutes originales et subtiles, une «néo-recolonisation» est l'horizon possible du XXIème siècle, sur les ruines de sociétés en voie d'implosion ou de décomposition.

Les conséquences du modèle libéral sont désastreuses, et plus encore quand elles se cumulent, comme c'est le cas en Afrique, à celles non moins désastreuses d'expériences «socialistes». La crise du modèle léniniste entraîne des comportements de repli, nationalistes ou intégristes religieux. Si des phénomènes de résistance sont repérables (émeutes de la faim, aspirations à la démocratie, luttes contre la corruption, Intifada...) les courants révolutionnaires ou progressistes rencontrent d'énormes difficultés. En Amérique du Sud, la gauche révolutionnaire paie le prix fort du castrisme et de l'échec sandiniste; entrée dans

une phase de recomposition nécessaire et positive, il lui faudra du temps pour se dégager de modèles dépassés. Dans le monde arabe la gauche laïque et démocratique a marqué le pas. Depuis la révolution iranienne, c'est le plus souvent l'intégrisme musulman qui progresse et transcende les révoltes populaires, n'offrant aucune perspective progressiste. La lutte du peuple palestinien est plus isolée que jamais et soumise via la direction de l'OLP au bon vouloir des Etats occidentaux et arabes. L'Afrique noire et l'Asie s'enfoncent dans des luttes fratricides.

C'est dire si cette nouvelle période indique des tendances lourdes à la régression, sociale et culturelle, terreau de tous les nationalismes ultras et de tous les intégrismes. La dette qui pèse sur le tiers-monde est un formidable moyen de chantage permanent, qui maintient et accentue la dépendance de ces pays, condamnés au surendettement chronique.

La société à plusieurs vitesses est en place, dans les rapports Nord-Sud comme à l'intérieur des pays «avancés» où les mêmes tendances se vérifient. Une telle situation est extrêmement fragile; elle peut subsister grâce à des abcès de fixation qui délimitent momentanément les crises mais peut tout aussi bien basculer dans une catastrophe généralisée.

Par ailleurs, les grands équilibres écologiques sont en partie rompus : destruction de la couche d'ozone, saccage des forêts équatoriales (poumons de la planète), présence massive de gaz carbonique et effet de serre, conséquences et risques incalculables de l'industrie du nucléaire, les puits de pétrole koweitiens en feu... Dans la deuxième moitié du XXème siècle le capitalisme a accéléré l'industrialisation, portant la pollution à un très haut niveau; la société de consommation est en train d'épuiser des ressources naturelles essentielles. La spirale de la recherche du profit, le productivisme, *qui n'est rien d'autre que le capitalisme lui-même* , privé ou d'Etat, la logique de la guerre froide (course à l'armement nucléaire), le pillage du tiers-monde (Amazonie...) ou les conséquences de la domination impérialiste (les «catastrophes» du type Bohpal) ont abouti à une situation dramatique.

Si une certaine prise de conscience du danger menaçant l'environnement s'opère jusque dans les couches dirigeantes des pays développés, les mesures internationales prises par exemple contre la destruction de la couche d'ozone ou contre le phénomène d'effet de serre ne s'attaquent pas aux «racines du mal».

Des décisions «gadgets» sont prises dans les pays développés (interdiction de l'utilisation des gaz les plus nocifs dans certaines de leurs applications, favoriser l'essence sans plomb, imposer les pôts catalytiques pour les voitures), mais il n'y a pas de recherche pour une politique des transports favorisant les transports publics, un mode de consommation économisant énergie et ressources naturelles, débarrassé des gadgets les plus polluants.

Les seuls buts des technocrates et de la bourgeoisie, l'accumulation du capital, la recherche du profit erigés en absolu rendent la société capitaliste incapable de s'attaquer durablement au problème de l'environnement. Cette accumulation nécessite une recher-

che continuelle de la plus grande croissance possible face à laquelle le respect de la dignité humaine et la protection de la nature pèsent peu.

Ils continuent à accumuler des risques incalculables pour l'avenir même de la planète. Ainsi l'industrie du nucléaire, loin d'être en recul, va probablement donner lieu à un redéploiement, au mépris de l'accumulation de déchets radio-actifs sur plusieurs millénaires et sans tenir compte des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl que l'on commence tout juste à mesurer aujourd'hui.

L'URSS en voie de dislocation, l'impérialisme occidental se retrouve *seul* et les USA unique superpuissance. Le bloc de l'Est ayant vécu, les anciens rapports de vassalité ne jouent plus et certains régimes espèrent s'imposer régionalement, participer en quelque sorte au «nouveau Yalta». C'est le cas de la Syrie... ou de l'Irak.

Parler aujourd'hui d'un impérialisme «occidental» est en fait un pléonasme. L'impérialisme soviétique s'est éteint définitivement avec l'échec du putsch d'août 91. Mais l'URSS n'était déjà plus une superpuissance : la dissolution du COMECON, du pacte de Varsovie avait entériné cet état de fait où l'URSS quémandant son entrée au G7 maintenait avec difficulté un impérialisme interne envers ses propres républiques.

La probable mutation de l'URSS en une nouvelle fédération pourrait cependant réunir les conditions pour le maintien d'un ordre russe expansionniste et hégémonique en Europe orientale.

Quant à la question d'une éventuelle renaissance de l'impérialisme russe, qui lui permettrait de retrouver son statut de superpuissance, elle ne se pose pas dans l'immédiat: il faut d'abord que soient résolus les problèmes économiques, de stabilité politique, de contrôle du potentiel militaire.

Les bouleversements à l'Est

L'impérialisme soviétique, en lien avec la nature du capitalisme bureaucratique d'Etat (CBE), était le produit particulier et conjoncturel des secousses révolutionnaires et des phénomènes de contre-révolution bureaucratique-étatiste de la première moitié du siècle. Le CBE a réalisé une phase d'accumulation primitive du capital, concentré dans le Parti-Etat, la classe dirigeante bureaucratique s'étant substituée à la bourgeoisie capitaliste «classique». L'impérialisme soviétique, s'il dominait bien sûr économiquement les pays

satellisés, a fonctionné, des décennies durant, comme un miroir inversé du capitalisme bourgeois, prenant son assise dans les secousses de l'après seconde guerre mondiale et de la période de décolonisation. Aujourd'hui, la parenthèse se referme, c'est la fin d'un modèle, le lénino-stalinisme, présentant une version pervertie de la perspective révolutionnaire, qui montre son vrai visage. C'est la fin d'un cycle historique. Le socialisme d'Etat, le prétendu «communisme» n'aura jamais produit autre chose que du capitalisme d'Etat. Ce qui s'écroule, ce n'est donc pas le «communisme» mais une tout autre réalité, une formation sociale spécifique, l'idéologie et les organisations qui ont porté ce projet. Ce n'est pas un déclin conjoncturel mais bien une faillite historique. L'ersatz de «mouvement communiste international» (Cuba, Corée du Nord, Chine, Vietnam) n'a pas de perspectives, est privé de tout prestige et de toute force d'attraction, y compris dans le tiers-monde.

La déconstruction/mutation des régimes bureaucratiques est encore partielle. Si plusieurs pays ont déjà changé de régime, d'autres sont encore sous la tutelle de la bureaucratie. Cette situation ne saurait durer trop longtemps : rien ne saurait arrêter ce processus d'intégration mondiale. Même l'hypothèse de coups d'Etat semble improbable, surtout après l'échec du putsch de Moscou qui marque la perte, pour la vieille garde stalinienne, de son allié naturel : l'armée.

Le temps de la terreur stalinienne est fini ou en voie de disparition : des mouvements d'opposition, politiques et syndicaux existent désormais, ont une réalité de masse, s'expriment au grand jour. La situation catastrophique des pays encore sous tutelle bureaucratique rend ceux-ci d'autant plus dépendants du capitalisme libéral : cette donnée essentielle rend difficilement envisageable des retours en arrière, avec des PC affaiblis et perdant de nombreux adhérents.

La déconstruction en cours est le produit d'une crise spécifique et structurelle du capitalisme bureaucratique d'Etat, d'un processus d'auto-réforme et de mutation engagé par une fraction de la classe bureaucratique, en tension directe avec la crise historique du modèle lénino-stalinien, et conjugué avec la crise mondiale comme facteur aggravant de la crise du CBE.

L'intervention des masses a toutefois été bien réelle et déterminante dans ce processus de déconstruction. Elle a commencé *avant* la politique d'auto-réforme de Gorbatchev, avec Solidarnosc. C'est un mouvement ouvrier, syndical, porteur d'un projet autogestionnaire, en bref une *lutte de classe ouverte* qui a constitué les signes avant-coureurs de ce processus. La perestroïka a été la réponse de la fraction «avancée» de la bureaucratie pour contenir et limiter de tels phénomènes, ainsi que pour tâcher de remédier à la crise spécifique de blocage et de pénurie du CBE. Contre elle, la fraction «dure» n'a pu s'imposer pour maintenir l'ordre traditionnel stalinien. A l'inverse des résultats escomptés par ce projet initial, la réforme «auto-limitée« a enclenché une dynamique échappant largement à la bureaucratie. Le phénomène autrefois remarqué en Hongrie, Yougoslavie

et Tchécoslovaquie, qui démontrait que toute tentative de réforme bureaucratique déclenchait la libération d'énergies menaçant l'existence même de ces régimes s'est reproduit, décuplé, ne rencontrant cette fois plus ou peu d'obstacles (menace d'intervention militaire de l'URSS ou coup d'Etat) et se situant dans un contexte de crise finale des partis communistes, totalement et définitivement discrédités.

Les dix années qui vont des grèves de Gdansk à la chute du mur de Berlin, et enfin le putsch raté de Moscou, sont essentielles pour comprendre ces événements. De la *dissidence* , éclatée, marginale, on est passé à *l'opposition* . Ces deux termes distinguent très clairement le changement de contexte, l'évolution de la contestation à l'Est. La dissidence se caractérisait le plus souvent par une critique «interne», issue d'ex-membres des PC, portée par des intellectuels encore imprégnés de culture politique «marxiste». L'opposition consomme la rupture définitive entre cet appareillage conceptuel «marxiste» même critique -qui n'était qu'un léninisme hétérodoxe- et la contestation du régime.

En Pologne elle scelle la rencontre entre ces petits groupes intellectuels ex-dissidents et des réseaux de résistance au sein même de la population ouvrière. C'est le cas de Solidarnosc, où le KOR (Comité d'autodéfense sociale) va jouer un grand rôle dans les débuts du mouvement syndical. Solidarnosc, c'est pour la première fois à l'Est, la création d'une véritable opposition (autonomie de pensée et d'action ne visant pas à réformer le PC ou le syndicalisme officiel), massive et durable. Qui plus est, cette opposition est ouvrière, syndicale, porteuse d'un projet autogestionnaire. Le choc politique est considérable pour un modèle qui prétendait incarner le prolétariat et mener celui-ci vers le communisme : le stalinisme ne s'en remettra pas historiquement. Pourtant, le coup d'Etat de Jaruzelski aura atteint en partie son objectif : la clandestinité va révéler de fortes contradictions internes à Solidarnosc, cristalliser les clivages. La dynamique autogestionnaire elle aussi ne s'en remettra pas. Le populisme droitier de Walesa bénéficie de forts appuis à l'extérieur (USA, Vatican, syndicats de la CES) comme à l'intérieur, où il jouit bien entendu d'un grand prestige. Le syndicalisme combatif va se trouver progressivement marginalisé. C'est donc un Solidarnosc tout différent qui émerge de la libéralisation du régime : son projet autogestionnaire est passé à la trappe du libéralisme. Son originalité de mouvement syndical-sociétal, proche par bien des aspects du syndicalisme révolutionnaire, refusant la division parti-syndicat est liquidée. Une nouvelle «normalisation» commence, non plus celle de l'ordre stalinien, mais celle du libéralisme. Un changement de nature rendu possible grâce au coup de force bureaucratique... Or, en 88-89, pour la plupart des travailleurs, à l'Ouest et plus encore à l'Est, Walesa et Solidarnosc restent liés à l'image prestigieuse des grèves de Gdansk. La mutation du mouvement polonais est peu perçue. C'est là que se révèle toute l'ambiguïté d'une opposition marquée à la fois par un caractère de classe et un populisme conservateur. Cette contradiction va peser sur les autres mouvements de contestation à l'Est et aura une implication fondamentale sur le sens des événements. C'est une opposition de type interclassiste, fortement teintée de nationalisme et de populisme qui va se répandre en onde de choc dans les autres pays de l'Est européen.

Les mouvements qui vont accompagner et précipiter la chute des régimes bureaucratiques sont caractérisés par :

* l'aspiration à la démocratie politique, au pluripartisme, à la démocratie parlementaire;

* l'aspiration à la consommation sur le modèle occidental : face à la pénurie, elle est vécue comme un facteur de démocratie sociale;

* le refus d'une problématique de classe explicite (car assimilée au «communisme») avec son corrolaire : le regain du nationalisme;

* un nationalisme d'autant plus fort que ces mouvements se libèrent de régimes inféodés à l'ex-impérialisme soviétique et présentent certaines similitudes avec les «fronts» de la lutte pour la décolonisation;

* les travailleurs y ont été massivement présents mais le plus souvent ils ne l'ont pas été «en tant que classe» : les régimes bureaucratiques ont durablement porté atteinte à l'auto-activité du prolétariat et l'échec de Solidarnosc n'a pu fournir de modèle de substitution.

Ces caractéristiques valent également pour les pays où la bureaucratie et le PC sont toujours au pouvoir.

Les mouvements de masse qui ont fait chuté ces régimes ont incontestablement présenté des aspects révolutionnaires, mettant à bas l'ordre établi, exigeant et obtenant des ruptures importantes sous la pression de la rue, et parfois des entreprises en grève. L'aspiration démocratique en est, en toute logique, l'élément principal. La confusion entre liberté politique et libéralisme renforce bien entendu l'attrait pou l'Occident, la fascination pour une société de consommation largement idéalisée, d'autant plus dans une situation économique catastrophique rendant possibles les croyances en un Eldorado.

Sans sous-estimer la réalité de courants réactionnaires voire ouvertement fascistes, on ne saurait en aucun cas réduire les «révolutions démocratiques» de l'Est à un simple retour en arrière de l'Histoire. Tout d'abord parce que, pour qu'il y ait retour en arrière il faudrait qu'il y ait eu de véritable bond en avant. Or la prise du pouvoir des PC en Europe de l'Est dans l'après-guerre n'a jamais été le produit, même indirect, de processus révolutionnaires (à la différence de la Révolution d'octobre et d'une certaine manière de la Yougoslavie); ces PC n'étaient que les instruments dociles de la raison d'Etat et de l'impérialisme staliniens, au sein d'un «mouvement communiste international» ayant définitivement liquidé dans ses propres rangs le spectre d'un internationalisme révolutionnaire -fût-il lié à la tradition autoritaire. Enfin, ces pays n'ont jamais connu (a part l'Allemagne et la Tchécoslovaquie) de traditions démocratiques. Replacé dans une perspective historique de longue durée, le capitalisme bureaucratique d'Etat n'était que la continuation de modes de domination despotiques.

L'acquis de la libre expression, du pluralisme politique et syndical constitue une avancée historique pour les peuples de l'ex-bloc pro-soviétique. L'intégration, encore partielle, de ces pays au capitalisme libéral mondial est une nouvelle donnée essentielle

pour la lutte de classe au niveau international. Car au total, le passage au libéralisme ne fait que surmultiplier les problèmes historiques légués par le CBE. A la pénurie stalinienne succèdent l'inflation et la «tiers-mondisation». Même l'ex-Allemagne de l'Est n'échappe qu'en partie à ce phénomène. Le capitalisme occidental investit peu. Le «marché» du libéralisme est encore trop récent pour réellement fonctionner. Autant dire que l'Est cumule dans cette phase intermédiaire les dysfonctionnements des deux systèmes, capitalisme libéral et capitalisme d'Etat. La tentation de l'émigration est ainsi massive.

Dans cette phase intermédiaire, de transition entre le CBE et le capitalisme libéral, un cycle de secousses plus ou moins violentes est prévisible. Ce peut être une chance pour l'expression et la construction d'un nouveau mouvement social. Ou le basculement vers la barbarie. Car avec le cadavre du stalinisme, on assiste au retour d'un vieux spectre : la balkanisation de l'Europe.

La course capitaliste

L'impérialisme américain est à l'offensive. Victorieuse de la guerre du Golfe (...et de la guerre froide), l'Amérique en a fini avec le «syndrome vietnamien».

Dopée moralement, elle redéploie son militarisme, entend dicter et rythmer la vie politique internationale par ses initiatives (Proche-Orient, G7, OTAN, ONU). Seule superpuissance mondiale, c'est à dire cumulant des positions de force aux niveaux politique, stratégique, culturel, idéologique et enfin économique, c'est cependant sur cedernier plan qu'elle est en position relativement fragile.

Les USA sont surendettés et tendent à la récession. Ce relatif déclin renforce d'autant leur agressivité.

Le Japon, l'Allemagne réunifiée menacent une position chèrement acquise. Mais ils ne disposent pas pour l'heure de l'ensemble des moyens leur permettant de totalement rivaliser avec l'Amérique : il leur manque un potentiel militaire et des positions stratégiques- clés sur le plan diplomatique. C'est précisément sur ces deux aspects que Washington s'impose, et tente dans le même élan de consolider et de redresser son économie.

Les rivalités sont fortes entre les puissances impérialistes. Entre les USA, l'Europe et le Japon, la course est engagée pour occuper la meilleure position à l'aube du XXIème siècle. L'handicap économique des Etats-Unis (encore une fois tout relatif) est compensé

par la subordination de l'Europe et du Japon à l'Amérique quant aux alliances politico-militaires, on a vu à quel point lors de la guerre du Golfe.

En tout cas, chacun de ces trois alliés de la domination impérialiste entend jouer sa carte face aux autres. Mais sous la poussée de ces tensions et contradictions internes, celle-ci subit une crise de direction qui intensifie d'autant les enjeux de la redisposition capitaliste :

La construction européenne (Acte unique) est percutée par la situation à l'Est; le projet de construction politique pose d'immenses questions non-résolues (fédération, confédération, «Etat» européen), surtout à l'heure où se réveillent les nationalismes, nourris notamment par les inquiétudes que suscite un tel projet; la réunification révèle - pour l'instant- plus de problèmes qu'elle n'offre d'avantages immédiats à l'ex-RFA; la Grande-Bretagne reste l'interlocuteur privilégié des USA.

Le Japon est une puissance économique offensive mais son rayonnement est faible, même s'il offre un modèle idéologique au libéralisme. Avec l'Allemagne, il continue de payer au prix fort sa défaite de 1945 : l'entrave au redéploiement militariste.

La situation de crise permanente , à laquelle viennent maintenant s'ajouter les conséquences de l'écroulement du bloc de l'Est (possibles redécoupages d'alliances militaires), peut aboutir à une situation de crise majeure, économique et politique d'une portée de bien plus haute intensité que celle de 1929. Dans une société à plusieurs vitesses, où les inégalités se sont creusées, tant dans le rapport pays pauvres/pays riches qu'à l'intérieur de ces derniers, une crise généralisée de surproduction est de nouveau possible.

La vie politique et sociale française n'est perceptible que si elle est resituée dans ce contexte général. La guerre du Golfe a montré les limites et les inconséquences d'une prétendue «troisième voie» : l'impérialisme français reste largement subordonné -en dehors de ces sphères d'influences directes- à l'impérialisme américain, d'autant plus que la construction européenne est loin d'être portée par une politique homogène.

La social-démocratie, en Europe et tout particulièrement en France, aurait voulu faire aboutir cette double tâche, d'affirmation économique et politique. Elle s'est en fait totalement intégrée dans le processus libéral. Au niveau économique, elle a été l'agent actif des restructurations (Espagne, France, Grèce, Italie) et sur le plan politique elle s'est fait le zélé défenseur de l'ordre impérialiste. En France elle a repris dès 1981 le flambeau de l'Etat impérialiste français, s'insérant dans la continuité et le redéploiement des rapports de la domination Nord-Sud.

2. La situation française

Le contexte politique

Sur le plan des inégalités sociales, le bilan de la social-démocratie en dix ans est accablant.

Le chômage, la précarité de l'emploi comme des conditions de vie (austérité, logement...) n'ont cessé de s'aggraver. Les restructurations de l'appareil productif n'ont fait qu'entériner la crise permanente, la société à plusieurs vitesses. Même les secteurs de «pointe», considérés comme l'alpha et l'oméga de la révolution «post-industrielle» sont désormais touchés comme si la troisième révolution capitaliste avait déjà commencé à atteindre ses limites.

Ces dix ans ont fait apparaître une nouvelle segmentation du marché et de la division du travail, un morcellement important du prolétariat, dont un des aspects les plus spectaculaires a été la restructuration du prolétariat ouvrier, rejetant une part massive de celui-ci hors de la production, avec la désarticulation, la désocialisation qu'elle implique. Les travailleurs-paysans ont été également touchés par la politique d'intégration européenne.

La base du consensus politique partagé par la droite et la direction du PS se résume à l'attaque contre «l'Etat-providence» et les acquis liés à la période d'expansion fordiste: c'est notamment la fin du plein emploi et la remise en cause de contre-parties sociales à l'exploitation capitaliste (retraites, sécurité sociale, santé...). Sur le fond, les divergences de la droite et du PS se réduisent à des nuances, à des divergences quant aux rythmes et aux méthodes : le combat du libéralisme est ainsi plus ou moins frontal, plus ou moins explicite. Les privatisations offrent un bon exemple de ce consensus : rampantes ou tapageuses, c'est de toute façon le «marché» qui devient en soi l'élément majeur de régulation sociale, c'est la société elle-même qui doit tendre à fonctionner «comme une entreprise». On retrouve à tout niveaux ce leitmotiv, et le service public n'y échappe pas (transports, santé, social, éducation).

C'est la réhabilitation du capitalisme, explicite et sans complexe, d'une classe politique pouvant enfin tirer un trait sur une mémoire sociale dont l'imaginaire s'était durablement structuré autour des acquis de juin 36, de la Libération et des remises en causes radicales de Mai 68.

En conséquence, le spectre du changement social semblant être définitivement écarté, le «débat» politico-médiatique se réduit à une querelle de gestionnaires. Accessoirement et en fonction des intérêts du moment, notamment de la farce électorale permanente comme succédané de démocratie; quelques «valeurs» -des plus progressistes, alors détournées de leur sens réel, aux plus réactionnaires- sont bien sûr appelées à la rescousse, sans quoi la classe politique apparaîtrait plus technocratique encore.

La droite subit une crise paradoxale : elle semble parfois sans objet, face à l'intégration de l'Etat-PS au libéralisme, et au déclin irréversible du PCF, privant la droite d'épouvantail; enfin face à l'émergence et la progression durable du Front national. Alors que le libéralisme triomphe, au moins dans le discours ambiant, elle ne parvient pas à résoudre sa crise de direction : sans «présidentiable» rassembleur ni recomposition politique forte (l'UPF n'est qu'un pis-aller) elle poursuit un chemin chaotique pour retrouver le pouvoir. En fait, cette crise de direction révèle une crise d'identité latente. La droite oscille entre une timide rénovation transformatrice technocratique et le conservatisme autoritaire et populiste. Son retour aux affaires sera déterminé par la capacité du PS à maintenir sa centralité politique dans la médiation de la démocratie bourgeoise. Car il manque encore à la droite un Reagan à la française, une figure emblématique capable de rassembler milieux d'affaires, petite-bourgeoisie et classes populaires.

Cette tâche de rassemblement, c'est dans un premier temps **le Parti socialiste** qui l'a remplie; puis, depuis la cohabitation de 86, une équipe de plus en plus resserrée autour de la fonction étatique, et bien sûr de Mitterrand.

L'*aggiornamento* socialiste a réalisé l'intégration française au modèle néo-libéral en disposant d'un atout que n'avait pas la droite : sa centralité politique, sa position charnière entre bourgeoisie moderniste et mouvement ouvrier. De véritables liens de classe unissent les couches technocratiques, la bourgeoisie financière à la direction social-démocrate qui apparaît désormais clairement comme un des éléments structurant la classe dirigeante, non seulement son élite gestionnaire mais aussi directement son commandement capitaliste.

Ces liens de classe se sont tissés et renforcés du fait même de l'évolution du tissu social dans le capitalisme moderne, de la place accrue qu'y occupent les couches technocratiques, clientèle privilégiée de la social-démocratie et agents actifs de l'intégration capitaliste. Enfin ces liens ont pu se tisser du fait même de la caractéristique historique principale des directions social-démocrates, extérieures au prolétariat. Confrontés au reflux de la perspective de transformation sociale, dans laquelle la social-démocratie (avec le stalinisme) a une responsabilité déterminante, ce sont ces liens qui ont pris le pas au point de constituer un tournant historique décisif et irréversible pour la nature même de la social-

démocratie française. En toute logique, le PS devrait aller jusqu'au bout de son aggiornamento et abandonner définitivement son lien historique au mouvement ouvrier. Mais cela, tant qu'il reste Parti «socialiste» ou même «social-démocrate», ne lui est ni tout à fait possible ni tout à fait souhaitable.

Si les liens d'identité politique entre mouvement social et social-démocratie tendent à se diluer, les liens organiques avec le mouvement syndical et associatif demeurent importants. C'est là que l'abandon officiel de la référence au socialisme n'est pas totalement envisageable. Le PS risquerait d'y perdre le peu de spécificité -même illusoire- qui lui reste, et de crédibilité; et ainsi de perdre toute prise d'influence directe, ce qui serait pour lui catastrophique alors qu'il régresse électoralement. Le «nouveau compromis historique» appelé de ses voeux par la direction du PS ne s'articule pas tant avec le capitalisme -puisque celui-ci est déjà largement réalisé- qu'avec le mouvement social lui-même.

Le PCF, en tant que parti de masse, est condamné. Il paie l'onde longue du stalinisme français, son incompréhension du tournant de Mai 68, sa ligne opportuniste faite de zigzags incessants. Proclamer comme il le fait aujourd'hui l'autogestion et le refus du Parti-Etat ne sauvera pas le PCF. Non seulement ce «changement» arrive trop tard pour être crédible mais de plus sa direction *et le Parti lui-même* restent de purs produits du stalinisme. Affirmer que *«le PCF et le PCUS, c'est le jour et la nuit»* est bien entendu un mensonge cynique éhonté de sa part, le Parti communiste français ayant été de tous les combats quant au soutien aux tendances dures de la bureaucratie soviétique. Il est particulièrement ubuesque que le PCF «découvre» la «grisaille» des régimes de l'Est, leur caractère totalitaire et policier alors qu'il en a dressé un bilan «globalement positif».

A défaut de n'avoir su et pu engagé plus tôt un processus d'autodépassement contrôlé à l'instar du PC italien, le Parti communiste risque l'implosion et la banqueroute pure et simple. Pour autant, les cartes ne seront pas nécessairement plus claires : discours «de classe» néo-stalinien d'un côté, refondateurs hétérogènes et dont certains porte-voix sont en passe de cristalliser une néo-social-démocratie de l'autre, la déroute de ce courant n'a pas fini, en France comme au niveau international, de laisser de profondes séquelles dans le mouvement social. Le PCF se débat dans une ligne populiste mêlant «gauchisme» sectaire et discours d'ouverture, et, ce qui n'est pas nouveau, dans un nationalisme voilant à peine une réthorique à consonance raciste.

Le Front national a sur ce point déjà gagné, en polarisant l'ensemble de la classe politique autour de l'enjeu de l'immigration. Le parti fasciste a trouvé le terrain favorable, la spirale infernale sans lesquels la peste brune ne peut s'étendre : crise du mouvement ouvrier, chômage et tendances à la décomposition sociale, discrédit de la classe politique, comportements régressifs et de repli. Mais en ce qui concerne le FN, c'est d'un repli offensif qu'il s'agit. Conquérant, déculpabilisé, sans complexe, Le Pen mise sur l'acculturation produite par la société de consommation et la politique-spectacle. L'immigration est le parfait bouc émissaire comme l'étaient les Juifs pour les nazis. Ce discours

typiquement fasciste rencontre un écho certain parmi les travailleurs, jusque dans une base syndiquée en proie au désarroi et dans les partis de gauche PS et PC.

Si le FN n'est pas encore un parti fasciste de masse comparable aux phénomènes italien et allemand de l'entre-deux guerres, un tel danger n'est pas totalement à écarter dans l'hypothèse d'une dégradation continue. L'appel d'air crée à l'Est et le réveil des nationalismes racistes sous toutes les latitudes le rendent possible. Rien jusqu'ici n'a enrayé l'ascension électorale du FN, pas même ses références pourtant explicites au nazisme, son antisémitisme et sa négation de la Shoah. Il a au contraire progressé, malgré le retour au scrutin majoritaire, a densifié son réseau d'élus, de militants, de sympathisants, jusque dans les hautes sphères bourgeoises voire scientifiques. Sa pénétration du prolétariat, sa capacité à organiser directement une fraction conséquente des travailleurs, en bref à disputer directement sur le terrain la direction de mouvements sociaux sera déterminante: le FN va jusqu'au bout de la logique fasciste, s'adressant aux travailleurs -et aux chômeurs- «français» dans un langage rappelant la propagande qui a porté les forces fascistes au pouvoir en Allemagne et en Italie. Son discours de «marche vers le pouvoir» ne peut plus être totalement réduit à de la simple propagande à usage militant et électoral. L'hypothèse n'est plus fantaisiste de voir le fascisme occuper sinon la totalité du pouvoir, du moins des positions importantes.

L'émergence des **Verts** est également révélatrice de la crise de la classe politique traditionnelle. Elle cristallise des aspirations contradictoires et un électorat composite, provenant pour partie de sensibilités de gauche mais ne pouvant s'y réduire. L'écologie est devenue un phénomène mondial autant qu'un enjeu de politique intérieure. Le parti des Verts fonctionne en partie comme utopie de substitution à celle liée historiquement au mouvement ouvrier, et dont l'espace est laissé vacant, mais aussi comme un parti-refuge au plan électoral. Mais très rapidement, le réformisme-radical des Verts a montré son intégration au jeu institutionnel, ses propres limites dans sa capacité à formuler un projet d'ensemble, en refusant notamment de se situer par rapport à une problématique clairement anticapitaliste. En fait, le mouvement Vert connaît en France une réelle audience mais sans parvenir à accorder à hauteur comparable influence électorale et implantation militante. Ses capacités d'intervention de masse restent très faibles; il y a même dichotomie entre ses positions éthiques dont certaines racines sont explicitement libertaires et son électorat, dès lors que les Verts vont au-delà de l'image écologiste-apolitique qui a largement contribué à faire leur succès. Le cas de la guerre du Golfe est édifiant : défendant une position pacifiste, les Verts se sont retrouvés en porte à faux. C'est peut-être pour eux la «rançon de la gloire» que d'être durablement circonscrits au seul domaine du «local» et ce dans l'acception la plus étroite de l'écologie par un électorat hétéroclite et peu politisé, réduisant cette dernière à une «nature propre» et les Verts a la gestion des espaces verts. Ceux-ci ont bien évidemment leurs propres responsabilités dans cet état de fait.

Ce rapide survol de l'échiquier politique doit être compris dans le cadre général de la période historique. ***Il y a crise de la représentation.*** Elle s'exprime en partie dans l'abstention massive et persistante et d'autre part à travers un vote fascisant (FN) ou «contestataire-humaniste» (Verts). Le vote de refus à caractère de classe (PCF) va sans doute poursuivre son déclin, tout en pouvant se stabiliser à une hauteur de type groupusculaire.

La droite est localement parfois devancée par le FN, ne laissant place alors qu'à un face à face FN-PS. Mais l'autre cas de figure, d'affrontement droite-FN s'est également réalisé : c'est dire l'importance prise par le parti fasciste au cours de ces dernières années.

Ces difficultés de la démocratie bourgeoise à trouver de nouvelles représentations appellent des reclassements. La ligne de faille «rénovation»/conservatisme traverse en fait l'ensemble de la classe politique PC/PS/RPR/UDF. Les partis ou courants qui ont traditionnellement marqué la vie politique française depuis 1945 et 1958 avec la Vème République sont tous touchés, spécifiquement, et ne pourront pas éviter des recompositions au moins partielles, des redispositions d'alliances.

C'est au PCF que ce phénomène a commencé, cumulant crise spécifique du modèle stalinien et crise d'ensemble de la représentation. Depuis, à droite et autour du PS, toutes sortes de «rénovateurs» et «francs-tireurs» se sont succédé avec plus ou moins de succès, mais sans trouver au niveau national de véritable prolongement.

Les tentatives de «refondation de la gauche» ont un rapport à ce cadre général. Il est important de ne pas perdre de vue cette question, sous peine de se tromper lourdement quant à l'analyse de phénomènes de recompositions à venir.

Le mouvement social

Les années 80 ont montré la persistance d'un potentiel de refus et de contestation : les luttes des jeunes issus de l'immigration (notamment de 1983 à 1985), celles de l'hiver 86/87 (étudiants, cheminots, instits), de l'automne 88 (PTT et Santé), des travailleurs des Impôts et des Peugeot en 1989, des lycéens en 90, illustrent assez bien l'originalité d'un mouvement social désormais «orphelin» des modèles idéologiques et ré-inventant l'auto-organisation et la démocratie directe.

Il est frappant de constater à quel point ces luttes ont été le plus souvent dures, massives et prolongées pour se heurter à une intransigeance quasi-inébranlable et aboutir

à de faibles résultats : il y a disproportion entre l'énergie déployée, l'intensité, la durée de la lutte et les acquis obtenus. «L'empreinte» même de ces mouvements reste assez faible dans la société. La persistance, voire le renouveau de luttes sociales d'ampleur n'ont ni inversé ni même véritablement freiné la tendance offensive du libéralisme. Il y a plusieurs raisons à cela :

* Le vecteur sectoriel voire catégoriel, capable de condenser majoritairement des forces sociales, de permettre un plus grand contrôle de travailleurs (ou des jeunes) sur leurs luttes, une plus grande unité interne à celle-ci, a montré tout autant ses limites.

* L'embellie économique n'a été que conjoncturelle. Sa très courte durée a enrayé les conditions d'extension d'une remobilisation déjà fragilisée par les années de crise, d'échecs et de désarroi.

* La mutation générale des sociétés capitalistes avancées, la crise des référents traditionnels du mouvement ouvrier, le rapport désocialisé de l'individu au collectif ont considérablement pesé. En conséquence le mouvement social morcelé n'a pas encore trouvé les nouvelles formes d'un engagement massif permanent, unifiant et unifié par une perspective d'ensemble.

Pour autant, le bilan de ces dernières luttes est loin d'être négatif. Chez les travailleurs, si la crise du syndicalisme persiste -et ne saurait être réduite à une simple crise «de direction»- on a pu constater l'émergence de **syndicats de lutte indépendants** (SNPIT, SUD, CRC -issus au départ d'oppositions internes à la CFDT et ayant préalablement accumulé une expérience syndicale, un écho importants- ainsi que certains secteurs de la CNT). Malgré les difficultés, cette émergence a démontré qu'un syndicalisme différent est possible, peut être entendu massivement et jouer un rôle fondamental dans le cours et la nature des luttes. Mais ces nouvelles potentialités restent aujourd'hui malgré elles dans le cadre sectoriel.

Les gauches syndicales présentes dans la CGT et la CFDT ont elles aussi maintenu le cap d'un syndicalisme rénové et combatif. Malheureusement, celles-ci apparaissent souvent cantonnées à des batailles d'appareils :

* les bureaucraties imposent aux militants, aux équipes oppositionnelles, surtout quand leur position est fragile, une confidentialité, une auto-limitation dans l'expression publique des désaccords face aux directions fédérales ou confédérales. De plus la crise générale du syndicalisme peut inciter des syndicalistes combatifs à ne pas diffuser un message trop ouvertement contradictoire avec les positions officielles. A ce niveau l'évolution particulièrement droitière de la CFDT a compliqué les choses;

* la perception d'une opposition syndicale de «guerre d'Etats-majors» n'est pas qu'une impression subjective et recouvre bien évidemment une réalité, surtout quand l'enjeu historique est bien la recomposition du syndicalisme. Certains courants (politiques ou syndicaux), pour critiques et opposants qu'ils soient, sont porteurs de conceptions toujours dirigistes de l'action et de l'organisation syndicales.

En conséquence, à part les secteurs où la gauche syndicale pèse directement dans la lutte de classe, les travailleurs et y compris la base syndiquée se retrouvent bien souvent coupés de la compréhension des enjeux des recompositions syndicales et une fois de plus dessaisis de l'outil lui-même. Ce qui constitue un véritable cercle vicieux quant à la perpétuation de la crise du syndicalisme. Le risque est grand, alors -et d'autant plus en l'absence de luttes, donc de vérifications pratiques- que les batailles internes, de toutes façons légitimes et indispensables, n'apparaissent *que* comme des batailles de bureaucrates. La réalité est autrement plus complexe. L'image d'éclatement qu'offre le paysage syndical indique que la recomposition d'un syndicalisme combatif ne peut être synchrone, parce que justement liée à la dynamique sociale, sectorielle *et* générale.

Il faut donc distinguer clairement la *perspective* d'une recomposition qui aboutirait à la constitution d'une nouvelle confédération syndicale de lutte de sa *réalisation* , impossible à court terme et de façon volontariste. L'intervention syndicale de lutte de classe ne peut être dans cette phase que multiforme, ce qui ne signifie nullement que des convergences actives, visant y compris le long terme, soient impossibles.

Affaibli et suscitant de réelles défiances, le syndicalisme n'a pourtant pas perdu toute représentativité, tout écho parmi les travailleurs. Les dernières luttes, menées avec ou sans coordinations, le démontrent. Il demeure indispensable pour la défense collective des travailleurs mais l'exigence de démocratie, d'unité, de maîtrise de la lutte est révélatrice d'un «décalage» certain.

Ce décalage, **le projet de recomposition FEN/CFDT** entend le résoudre à sa manière, sur le mode intégrationniste, «réformateur» -et non plus réformiste- par un syndicalisme de «services». Son objectif est la liquidation du syndicalisme de classe, l'alignement de la représentativité syndicale sur celle de l'échiquier politique électoral, enfin la préparation à l'intégration européenne, aux conséquences de l'Acte unique sur les droits sociaux et le marché du travail.

S'inspirant des modèles sociaux-démocrates allemand, suédois et anglais, mais aussi de la gauche américaine, ce projet rencontre de sérieuses difficultés. C'est toute l'histoire du syndicalisme français, inspirée par les Bourses du travail et une forte culture de contre-société qu'il s'agit de liquider.

A cette difficulté historique s'ajoute une difficulté interne aux tenants de ce projet :

* pour certains, il s'agit d'un projet typiquement social-démocrate (liens organiques forts parti-syndicat) qui n'a jamais pu être pleinement réalisé en France du fait même de la tradition anarchosyndicaliste et syndicaliste-révolutionnaire puis par l'hégémonie du PCF sur le mouvement ouvrier;

* pour d'autres, c'est un projet avant tout moderniste, rompant tout lien avec la tradition ouvrière historique, *y compris social-démocrate* .

Si le socle commun est la «normalisation» du syndicalisme, sa stricte réduction au rôle de «partenaire social», ces points de vue différents qui constituent déjà en tant que tels une grande difficulté ont de plus chacun leur maillon faible : pour les tenants du projet de type

social-démocrate, le problème est que le PS n'est pas un parti de masse militant; sa crise d'identité est réelle et il recule électoralement; en retour l'inexistence d'un syndicalisme social-démocrate fort aggrave la crise du PS... Quant aux modernistes, c'est l'objet même du syndicalisme qui tend à devenir obsolète : de multiples «services» sont déjà acquis par les travailleurs; le néo-libéralisme tend à contourner l'action syndicale par l'individualisation (relative) du salariat; enfin les modernistes ont tellement intégré la «culture d'entreprise» capitaliste qu'ils tendent à se confondre avec les conseillers les plus zélés du capital, y compris dans les services publics comme la CFDT aux PTT...

Paradoxalement, ce qui pourrait sauver ce projet, c'est l'aspiration confuse et contradictoire à l'unité sur la base du métier, perçue dans les dernières luttes et dont les coordinations sont une des expressions.

On verrait alors se créer un syndicalisme «à l'américaine» de syndicats de métier (et non plus interprofessionnels et d'industrie) essentiellement verticaux, reliant les différentes corporations dans les plus hautes sphères (soit par un biais confédéral, soit par un pacte renouvelable de convergences) mais où l'interprofessionnel à tous niveaux (dans l'entreprise même, et aux échelles locale et régionale) disparaîtrait car trop lié à l'image et l'action d'un syndicalisme de classe. De telles pratiques sont déjà expérimentées par la CFDT et la CGC. Cela signifie très clairement un syndicalisme d'aristocratie ouvrière, de travailleurs qualifiés, pouvant y compris se lancer dans des actions dures mais strictement corporatistes.

Ce type de projet syndical signifie le renforcement des divisions structurelles du prolétariat actif, sans parler des chômeurs et des travailleurs précaires. Sa réalisation serait le produit de la rencontre du syndicalisme bureaucratisé avec la structure même de la société à plusieurs vitesses, qui valorise l'esprit individualiste.

Tout n'est pas joué : le poids des structures est important, leur histoire aussi. La CFDT comme la FEN connaissent un affaiblissement.

La CGT paye partiellement le discrédit du PCF. Elle n'échappe pas à la crise d'un syndicalisme lié au stalinisme. Pourtant, elle reste une organisation importante et ses difficultés ne peuvent être réduites à la seule transposition de la crise interne du PCF. Des remises en cause, des évolutions se font jour, qui ne peuvent plus être tout à fait contenues ou immédiatement sanctionnées par la bureaucratie. Avec la crise finale des régimes de l'Est, des fractures ne manqueront pas de se produire dans la centrale syndicale. Le PCF ne peut tolérer la perte de sa dernière structure de masse; de nombreux militants souhaitent éviter que le stalinisme entraîne dans sa chute la CGT. Il y aura là des batailles décisives. Malgré sa nature bureaucratique, la CGT reste un pôle de référence pour de nombreux travailleurs, l'expression d'un syndicalisme combatif, l'héritage d'une tradition de classe.

Hors des entreprises, le mouvement social a connu ces dernières années un réel renouveau, essentiellement dans la jeunesse. Les autres fronts de la contestation : femmes, antimilitarisme, et même l'écologie sont apparus en recul. L'écologie s'est pour beaucoup

déplacée dans le champ électoral; le féminisme maintient avec peine une pression contre les ligues anti-avortement; l'antimilitarisme a eu peu d'impact dans la mobilisation anti-guerre. Les raisons principales en sont les suivantes :

* Le combat contre la politique nucléaire de l'Etat et des grands groupes français, allié à la contre-culture des années 70, avait beaucoup contribué au combat écologiste. Aujourd'hui le programme nucléaire est installé. Paradoxalement, la catastrophe de Tchernobyl, puis les campagnes sur l'effet de serre, la destruction de la couche d'ozone, si elles ont contribué à une prise de conscience -suivie de peu d'effets concrets- ont démontré la mondialisation du problème et l'ampleur de la tâche. Les Verts, à la différence des Grünen, ne se sont pas appuyé sur une dynamique sociale pour marquer des points électoralement.

* L'écho de l'antimilitarisme dans la jeunesse s'articulait autour des luttes de libération nationale, du refus des guerres coloniales (Algérie, Vietnam). La guerre du Golfe n'a pas impliqué massivement et durablement les appelés du contingent. Les discours, qui ne sont encore *que* des discours sur l'éventuelle création d'une armée de métier, et plus généralement l'indifférence, la dépolitisation et contradictoirement le regain d'un consensus nationaliste ont marginalisé l'opposition à l'armée, qui est aujourd'hui, quand elle se manifeste, essentiellement idéologique (souvent cantonnée à l'objection par le fait de convictions politiques ou religieuses).

* Le mouvement des femmes a en apparence perdu sa fonction : avortement et contraception semblent définitivement acquis, de même que l'égalité même relative entre hommes et femmes. En fait, les tendances concrètes et idéologiques sont inverses : le droit à la santé étant menacé, le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes l'est aussi; si l'égalité a progressé juridiquement, elle reste une illusion dans le travail comme dans la vie quotidienne en dehors de la production. Il y a eu bien sûr des évolutions importantes depuis 1968, mais il faut les relativiser : le retour au sexisme est non moins réel et participe du phénomène général de régression.

La jeunesse des années 80-90 présente les caractéristiques toutes particulières d'une génération sans mémoire politique, sans lien de traumatisme historique (deuxième guerre mondiale, guerres coloniales). Son traumatisme est d'un tout autre type, directement social : la jeunesse populaire a été conformée par la crise. Elle a été confrontée au racisme, au libéralisme, au travail précaire à vie et à une situation de chômage massif permanent, à l'image d'un prolétariat désarticulé. Pour elle, «la gauche» se résume à des partis dont l'un est au pouvoir depuis dix ans et l'autre un fossile liberticide. Le rapport culturel de la jeunesse au politique est incomparable à celui qui prévalait encore jusqu'au milieu des années 70.

* **Les jeunes issus de l'immigration,** la «deuxième génération», ont cristallisé un phénomène social et culturel durable au sein de la société française. De la riposte au racisme à la lutte pour l'intégration en passant par l'aspiration à une société pluriculturelle

et et à une nouvelle citoyenneté, le combat pour l'égalité des droits a connu différentes phases. Il y a eu échec du droit de vote pour les immigrés, revendication qui découple la *citoyenneté* de la *nationalité*. Le glissement s'est ainsi opéré : soit vers une intégration/ assimilation, soit vers un repli communautaire. La notion de société multiculturelle rejette autant l'assimilation que les ghettos : l'onde de choc de la crise, des rapports Nord-Sud, des nationalismes a momentanément tranché. Ce sera l'assimilation *et* les ghettos, la «réussite» individuelle ou l'exclusion sociale. La crise d'identité reste intacte, et même renforcée devant une contradiction non-résolue. Dans les banlieues, l'acculturation nourrit toutes les désespérances : délinquance ou repli sur la religion, la jeunesse issue de l'immigration est frappée de plein fouet par la violence des rapports de classe, la crise de la culture...la culture de la crise.

*** La jeunesse étudiante et lycéenne,** au sein de laquelle la deuxième génération a souvent joué un rôle important, confrontée à un nouveau palier de massification de la scolarisation, a démontré au cours de luttes d'ampleur l'existence d'un énorme potentiel de contestation sociale. Celui-ci n'a pas trouvé de prolongements : le décalage est énorme entre la dynamique de ces mouvements et leur expression politique. S'il y a bien eu apport d'une nouvelle génération militante, cet apport est resté très limité, voire même peu durable. Ces mouvements étaient fortement imprégnés par l'atmosphère ambiante du libéralisme, de l'individualisme, la mise en crise de toute perspective de changement de société. Ils n'ont pas échappé aux caratéristiques de toute lutte de classe, à l'oscillation entre un pôle de rupture et un pôle d'intégration. Les mouvements lycéen et étudiant ont été l'expression de refus et de résistance au modèle libéral, d'aspirations confuses à l'égalité (des droits/des chances/sociale); mais cherchant dans l'action ponctuelle leur autonomie, ils ne l'ont pas trouvé en terme de projet. Les tendances à la démocratie directe ont été essentiellement *pragmatiques, agnostiques,* non seulement sans liens de mémoire historique mais les *rejetant,* le culte de «l'apolitisme» exprimant autant le refus légitime de toute main-mise bureaucratique que la tendance réelle de dépolitisation imposée par la période, à laquelle n'échappe d'ailleurs pas le mouvement ouvrier. Cependant, les tendances à l'individualisme sont ici plus marquées du fait même que par définition la jeunesse scolarisée, même populaire, ne constitue pas une classe sociale. Les propagandistes de l'idéologie dominante n'ont pas manqué de mettre en avant cet aspect «d'intégration» de la jeunesse au libéralisme, passant sous silence ou minorisant volontairement les éléments de révolte sociale, authentiquement subversive, qui constituent précisément le refus de l'ordre établi, du consensus policé.

La «victoire» du libéralisme est ainsi toute relative. Les travailleurs, les jeunes, continuent de lui opposer des refus, ponctuels, limités, mais non moins réels. Les contradictions de ce capitalisme prétendument «indépassable» restent importantes :

* C'est une victoire par défaut, sur les décombres du modèle-repoussoir stalinien et de l'intégration officielle de la social-démocratie au libéralisme.

* L'exaltation de l'individualisme met aussi en évidence une oppression sociale où l'individu est broyé, uniformisé.

* Les résultats économiques restent précaires, et le chômage massif, terrible chantage à la paix sociale, est autant une formidable poudrière.

* Ces luttes ont montré que l'intégration au consensus politique est partielle et fragile, cycliquement remise en cause. La menace de la contestation sociale n'a pas été éradiquée : elle empêche des chocs plus frontaux encore entre libéralisme et droits sociaux.

* En mutation, le mouvement social cherche une nouvelle articulation entre l'individu et le collectif, exprime des tendances à l'auto-organisation en s'efforçant d'enrayer les tendances à la destructuration sociale. Cela passe, dans cette phase, par des luttes qui ne peuvent être que limitées qualitativement. Résumer celles-ci à de simples expressions de corporatismes empêche de saisir ce qui structure positivement les luttes de classe.

* La notion d'égalité n'est pas en tant que telle battue en brèche. Elle constitue au contraire -avec l'aspiration démocratique- la ligne de force de tous les mouvements sociaux.

* L'effondrement des modèles laisse un espace virtuel pour la définition d'un nouveau projet social alternatif, s'articulant sur une stratégie de contre-pouvoirs, condensant les aspirations à l'auto-organisation, à la démocratie directe et à l'égalité.

Ces éléments rendent possible une autre perspective : le capitalisme, la démocratie bourgeoise ne sont pas le stade ultime du progrès historique. L'Histoire n'est pas «finie»: elle est au contraire en train de connaître de nouvelles accélérations.

3. Crise de la transformation sociale et refondation révolutionnaire

La crise des modèles

La social-démocratie et le lénino-stalinisme ne subissent pas le même type de crise.

* La remise en cause du réformisme par la social-démocratie elle-même la conduit à une crise de dilution. L'originalité de la social-démocratie résidait dans son oscillation perpétuelle entre la voie réformiste/légaliste de la transformation sociale (par l'Etat) et son intégration directe/immédiate au capitalisme. C'est l'existence d'un *projet* lié peu ou prou à l'idée d'une finalité révolutionnaire -le socialisme- qui rendait possible cette oscillation. Ayant fait son deuil définitif de cette perspective, cette oscillation est en train de disparaître. La social-démocratie est aujourd'hui totalement intégrée au jeu institutionnel et économique du capitalisme. Le parti du «mouvement» sera de plus en plus un des partis de l'ordre établi.

* Le lénino-stalinisme implose littéralement. Cette crise d'implosion condamne y compris les courants ou référents léninistes non-staliniens. C'est le socle qui est atteint : le parti-dirigeant, l'hypercentralisation, l'Etatisme, le rapport avant-gardiste défini bien avant l'avènement du phénomène spécifiquement stalinien. La période léninienne puis le stalinisme ont révélé avec toujours plus d'acuité la réalité d'un modèle qui prétendait confondre parti et classe, Etat et révolution mais cristallisant en fait l'émergence d'une nouvelle classe exploiteuse et oppressive.

La crise propre à chacun de ces modèles fait réapparaître leurs origines communes : le socialisme d'Etat et la conception partidaire de l'action politique.

Ces crises sont celles du socialisme autoritaire.

Malheureusement, la social-démocratie et les léninismes ont incarné majoritairement la perspective de transformation sociale, identifiant celle-ci à ceux-là. Ce n'est donc pas d'une simple crise de courants et d'appareils politiques qu'il s'agit, mais d'une crise d'orientation stratégique de *l'ensemble* des courants liés à l'histoire du mouvement ouvrier. Même ceux qui ont combattu les modèles autoritaires et bureaucratiques ne peuvent passer à travers cette crise. Les libertaires, les marxistes-révolutionnaires et anti-autoritaires, le syndicalisme de classe n'en sortent pas indemnes. Après avoir subi le poids vivant de ces modèles, ils continueront à subir leur poids mort. Pour combien de temps, jusqu'à quel point, c'est là toute la question.

Au bout du compte, le socialisme d'Etat aura offert un formidable atout idéologique au capitalisme libéral.

L'idéologie dominante se réorganise autour de la fétichisation du «marché» comme totalité et de l'image parfaitement mythique du «gagnant», de l'individualisme agressif et rivalitaire du «tous contre tous». Il s'agit de faire totalement adhérer les travailleurs au libéralisme et à *sa* culture d'entreprise. Que les prolétaires vendent leur force de travail semble ne plus suffire au capitalisme : il faudrait en plus que cette exploitation soit pleinement solidaire du rapport de production et de domination capitaliste. Ce terrorisme idéologique d'intégration ne fonctionne que par l'exclusion ou sa menace permanente, la division structurelle nouvelle du prolétariat et l'atomisation des individus.

Le «marché» contre «l'étatisme» est un leurre, masquant la nature capitaliste de l'Etat moderne. Cette fausse opposition permet de perpétuer la légende du «socialisme réel» comme modèle-repoussoir et d'accréditer l'idée que celui-ci était bien *le* socialisme et non des capitalismes d'Etat. Loin de réduire ou de minimiser le rôle de l'Etat, le libéralisme réorganise celui-ci et le renforce comme Etat-fétiche : devant le vide social crée par la disparition des anciennes solidarités et convivialités (emploi stable, localisation de la vie sociale autour du quartier, de la ville ou de la région), l'Etat apparaît comme le seul élément structurant de la cohésion sociale, comme le seul *garant* de la protection des individus, forme politique indépassable pouvant aller jusqu'au retour à un Etat fort, sécuritaire et d'ordre moral.

Le rapport de l'individu au collectif a changé et cherche de nouvelles définitions qui sont au coeur même de la problématique pour refonder un projet révolutionnaire. Les mutations du capitalisme ont brouillé la configuration des classes sociales et les anciennes images de leur perception ne fonctionnent plus. Ce brouillage a été largement facilité par le poids d'une culture manichéenne dans le mouvement ouvrier dominé par le socialisme d'Etat, assimilant le prolétariat à la seule classe ouvrière industrielle (conceptions déterministes et productivistes), combattant l'auto-activité de la classe (le Parti incarnant celle-ci et sa conscience), «massifiant» l'individu sous prétexte d'organiser l'unité de la

classe. Ce dernier point est particulièrement important : il s'agissait pour le socialisme autoritaire non pas seulement de minimiser mais de combattre des hétérogénéités internes (structurelles, culturelles) au prolétariat. Il fallait pour cela une construction politique : la figure centrale de l'ouvrier taylorisé comme image condensée voire exclusive du prolétaire. Bien sûr, «l'ouvrier-masse» n'est pas qu'un mythe exprimant la fascination du taylorisme pour le léninisme et le stalinisme, et recouvre une réalité objective historique du développement des rapports de production capitaliste, du procès de travail. Indépendamment des conceptions du socialisme (d'Etat ou anti-autoritaire), se pose la question centrale de l'unité non pas objective mais politique du prolétariat. Mais en assimilant l'une à l'autre le socialisme d'Etat a accumulé d'importantes erreurs théoriques, déterminantes pour sa crise politique. Car «l'appartenance» de l'individu au collectif a toujours été son rapport à *plusieurs collectifs* : la classe sociale, certes, mais aussi les différences sexuelles, enfin l'identité linguistique pouvant recouvrir et cumuler phénomènes nationalitaires et religieux. Le mouvement ouvrier du XIXème siècle, très marqué par le scientisme et le matérialisme bourgeois, a cru pouvoir réduire l'individu à un seul déterminisme social, celui précisément de la classe. Les «contradictions» internes à celles-ci, sexuelles et culturelles, étaient donc censées être résolues par une vision uniformisante, directement inspirée par l'organisation capitaliste du travail.

Même les courants anti-autoritaires n'ont pas totalement échappé à ce positivisme. C'est donc dès sa fondation que le socialisme a accumulé les matériaux d'une crise de fond. Ce phénomène n'a pu que s'aggraver et s'accélérer avec l'échec des expériences révolutionnaires (communistes libertaires, anarchosyndicalistes ou conseillistes : Russie et Ukraine 1917-21; Espagne 1936-37; Italie et Allemagne des années vingt) auxquels succèdent la contre-révolution bureaucratique, le fascisme et la guerre.

La mutation générale du capitalisme au cours des quinze dernières années a entraîné de profondes modifications du rapport individu/collectif et mis en crise la compréhension de ce rapport, forgée au cours des deux premières révolutions industrielles du capitalisme. Si les tendances à l'uniformisation/massification de l'individu sont toujours -et peut-être plus que jamais- présentes, elles ont changé de formes. Le capitalisme est passé d'un mode concentré à un mode diffus de domination. L'instauration de la société à plusieurs vitesses a renforcé les divisions dans le prolétariat; le rapport au travail lui-même s'est modifié; les tendances à l'atomisation des individus s'accentuent; la société de consommation a envahi la sphère du politique et du social, aggravant les comportements passifs ou d'indifférence. Mais, en positif, la recherche de nouveaux liens entre individus et collectif, notamment révélée par les dernières luttes, constitue l'aspiration à à des relations égalitaires, «horizontales», en rupture avec les formes partidaires et pyramidales (dont le syndicalisme). Elle indique qu'il existe un potentiel pour un nouveau combat révolutionnaire, peut-être cette fois débarrassé de ses scories autoritaires. Dans les limites de la période, il y a ainsi, cependant, des chances historiques à saisir.

Un projet à refonder

La période est donc éminemment contradictoire : tandis que des tendances régressives se manifestent et s'exacerbent, notamment par les nationalismes, des potentiels démocratiques nouveaux cherchent à s'exprimer. Ils ne pourront transcroître en mouvements révolutionnaires qu'à la condition que se formule un nouveau projet de transformation sociale, que se cristallisent de nouvelles formes, politiques et sociétales, d'un combat anticapitaliste de masse. Plus que jamais, après la désastreuse expérience des socialismes d'Etat, un tel combat sera autogestionnaire et pluraliste ou ne sera pas. La crise politique du mouvement ouvrier est arrivée aujourd'hui à un stade qui rend nécessaires mutations et recompositions.

Ces dix dernières années, les mouvances alternatives, inspirées de la contre-culture des années 70 et de l'expérience des Grünen, ont cherché en partie à élaborer cette nouvelle perspective, essayant de cristalliser un «écosocialisme». Mais les alternatifs ont buté sur -et en fait évitent- une question centrale : réformisme radical ou perspective révolutionnaire ? Cherchant, pour les plus radicaux, à élaborer de réels contre-pouvoirs *«ici et maintenant»*, cette démarche a en fait émergé sur le déficit, voire en rupture d'une perspective de transformation révolutionnaire. Rompant avec le mythe du Grand soir, rédempteur et censé amener un véritable paradis sur terre, beaucoup, parmi ces mouvances «rouges-vertes» ou «arc-en-ciel» se sont progressivement intégré à des pratiques réformistes et localistes, et pas seulement chez les Verts : des collectifs alternatifs locaux indépendants n'ont pas résisté à cette pression du réalisme institutionnel et au localisme municipal. En désarticulant contre-pouvoir et projet d'ensemble -un peu trop hâtivement assimilé à une caractéristique «partidaire», ce glissement vers le réformisme était à peu près inévitable. Les succès électoraux des partis Verts au niveau européen ont accentué cette tendance, en occupant progressivement un espace central dans la mouvance alternative. A terme, tout ou partie de celle-ci pourrait constituer une «néo-social-démocratie», d'autant plus quand la crise de la gauche -et notamment celle du PCF- impose des reclassements politiques d'élus locaux. Le PS, quant à lui, va tâcher de capter vers lui cette composante et ainsi de lui retirer toute autonomie. Ce ne sera pas simple pour lui, car les Verts n'y ont aucun intérêt et ce sont eux qui polarisent l'attention parmi les refondateurs

communistes et à gauche de la gauche. De plus, l'émergence d'une néo-social-démocratie est politiquement rendue possible par l'espace laissé vacant par le PS, tandis que l'échiquier politique s'est globalement déplacé vers la droite.

Ce phénomène, avec toutes les confrontations qu'il implique, est inévitable et détermine la possibilité de construction d'un mouvement anticapitaliste large, la nature de son projet, sa plus ou moins forte oscillation entre réforme et révolution. Nous n'opposons pas, en ce qui nous concerne, les luttes «ici et maintenant» au long terme de la rupture : il n'y a pas, en tant que telles, des luttes «réformistes» et d'autres qui seraient «révolutionnaires». Nous ne sommes pas des «rupturistes». Une perspective unifiante ou au moins convergente est nécessaire, mais il doit être clair qu'il ne s'agit nullement pour nous d'un quelconque renoncement à une perspective de classe révolutionnaire. A moins de ne pas tirer les leçons du cycle historique qui vient de s'achever, il est fondamental qu'un vaste mouvement autogestionnaire ne se réduise pas à une nouvelle expérience partidaire et politicienne rénovée. Ces tendances existent et s'exacerberont, elles sont une donnée inévitable et ne doivent pas nous amener à un repli sectaire ou frileux mais tout autant nous imposent une forte cohérence stratégique et programmatique.

Pour aller à la bataille, et y peser, il y a nécessité d'un nouveau courant libertaire de lutte de classe, organisé tant au niveau national qu'international. Ce nouveau courant libertaire est *alternatif-révolutionnaire* : il conçoit la perspective de transformation sociale, le projet révolutionnaire comme processus *et* comme moment historique de rupture, impliquant une poursuite qualitativement différente de ce processus. Il articule contre-pouvoirs dans la société avec la destruction du mode de production et de domination capitaliste. Cette stratégie de contre-pouvoir, cherchant à aller jusqu'à une situation de double-pouvoir puis au basculement révolutionnaire n'est ni linéaire, «étapiste» ou mécaniste : elle est d'emblée traversée d'avancées et de reculs. Il s'agit bien de favoriser l'auto-activité du prolétariat, dans et hors les entreprises, et que celle-ci polarise par cette démarche hégémonique des couches sociales extérieures au prolétariat, de construire une dynamique de contre-société. Loin de contourner le capitalisme et l'Etat, cette démarche s'y affronte au contraire *directement en permanence*.

A chaque moment historique décisif, le courant libertaire ouvrier s'est transformé : l'anarchosyndicalisme français et espagnol, le courant communiste libertaire issu des problématiques formulées par les Russes et les Ukrainiens ont constitué des moments nécessaires, des tentatives de réponse à des périodes données. La chute du léninostalinisme n'implique pas automatiquement la renaissance d'un mouvement libertaire capable de peser. Historiquement, le mouvement libertaire ouvrier n'a pas, en tant que fait de masse, survécu aux contre-révolutions russe et espagnole. Si des courants ont maintenu avec ténacité une tradition libertaire de lutte de classe, le mouvement libertaire «officiel» a subi une dégénérescence politique produite par ses propres inconséquences et par le poids du socialisme d'Etat. Le mouvement libertaire qui renaît à l'Est est un réel espoir. Mais il subit de façon décuplée cette situation historique. Le «mouvement libertaire» contempo-

rain est ainsi globalement l'ombre de lui-même. En France, il a assisté en mai-juin 68, impuissant, à la renaissance massive de ses idées. Il a été incapable de capter et polariser les formidables potentiels de l'après-68, dans le mouvement ouvrier comme dans la jeunesse. Les courants communistes libertaires des années 70 ont tenté de changer le cours des choses. Mais le poids de l'histoire était trop grand et les communistes libertaires n'étaient pas à l'abri de leurs propres errances : ultra-gauchisme et spontanéisme ou tendance à l'acception la plus étroite d'un «plateformisme» mal digéré. Un nouveau courant libertaire de lutte de classe, alternatif-révolutionnaire, est désormais virtuellement possible, rassemblant au-delà des mouvances libertaires, opérant de nouvelles synthèses entre féminisme, écologie, syndicalisme de classe, marxisme révolutionnaire et communisme libertaire. Ce tournant correspond à des attentes et des possibilités réelles au niveau international, et préfigure de façon spécifique l'insertion et l'action de ce courant dans un ensemble plus vaste. La constitution du courant libertaire alternatif-révolutionnaire peut permettre de gagner à notre combat de nombreux militants, de formuler un projet à la hauteur des enjeux, plus près des nouvelles données, de se doter d'une stratégie dans le cadre national et international, d'un véritable outil programmatique.

L'écroulement général de la gauche traditionnelle et la crise du syndicalisme nous place face à des responsabilités déterminantes : ce n'est plus l'opposition à des modèles bureaucratiques, qu'ils soient sociaux-démocrates ou lénino-staliniens qui est à l'ordre du jour, mais de plus en plus nous allons avec d'autres être confrontés à l'organisation directe de la lutte de classe. Le décalage est bien sûr immense entre les forces disponibles et l'ampleur de la tâche.

C'est pourquoi nous devons articuler au plan national et international:

*** La construction spécifique d'un courant libertaire alternatif-révolutionnaire** qui condense et cristallise une forme nouvelle de notre combat, dont la tâche première est de formuler un contenu programmatique et de développer, à partir de nos pratiques, son audience auprès des jeunes et des travailleurs.

*** Peser pour l'émergence, le renforcement ou la recomposition d'un syndicalisme de classe rénové, démocratique et de masse,** capable de fédérer les travailleurs «à statut», les précaires et les chômeurs.

*** Contribuer activement à la construction d'un mouvement pluraliste, autogestionnaire et anticapitaliste.** Il va de soi qu'un tel mouvement ne pourra se résumer à l'addition électoraliste des derniers carrés des militants d'extrême-gauche et de transfuges du PS et du PC. Sa construction sera nécessairement un processus multiforme en phase avec des luttes larges à la base de la société, associant dans l'action et le débat militants syndicaux et/ou associatifs et/ou politiques.

L'émergence d'un tel mouvement nécessite aussi une dimension «identitaire», un regroupement autour de nos valeurs, de pratiques sociales et d'un projet de société minimum. Des pratiques sociales éparpillées à la base de la société ne déboucheront pas automatiquement sur l'émergence d'une telle dimension identitaire. Il faudra aussi une

volonté réelle d'impulser au niveau national et international débats et campagnes d'action en prise avec les problèmes réels de notre époque. Ce processus ne pourra sans doute pas s'enclencher sans élaborer au moins une amorce de «solution» au problème crucial du chômage, de la désagrégation sociale qu'il crée, des misères humaines qu'il impose. Il n'y aura pas d'alternative politique sans réponse à ce problème. Aussi nous proposerons à nos partenaires potentiels une campagne politique *à long terme* sur ces questions. Soumettons-leur un projet qui donne une amorce de réponse, tout en sachant qu'un tel projet sera nécessairement évolutif avec la dynamique de lutte qui pourrait éventuellement s'enclencher, et qu'il est inutile de s'engager sur ce point sans en faire un axe central pour de longues années.

Bien entendu notre intervention militante ne se limitera pas à cette question. Nous interviendrons entre autre :

* Par un combat contre le racisme, le fascisme et les replis communautaires; en liant directement la lutte autour de l'immigration à celle de l'anti-impérialisme.

* Par un combat contre le sexisme et l'oppression des femmes; pour le droit de chacun à disposer de son corps et le respect de la sexualité de chacun.

* Par un combat écologiste, associant les luttes contre les pollutions et le gaspillage à une réflexion pour un autre mode de développement et de consommation.

* Par un combat contre le libéralisme économique, contre l'exclusion et les inégalités, pour la défense des droits sociaux, pour l'unité des jeunes, des travailleurs et des couches populaires, pour une démocratie sociale.

Ce texte d'orientation a été adopté,
sous sa forme définitive,
par le 1er congrès d'Alternative libertaire
réuni à Toulouse les 9, 10 et 11 novembre 1991.

Alternative libertaire

Contact :

BP 177

75967 PARIS Cedex 20

imprimerie spéciale